

d'un amour fraternel, qu'ils seront toujours solidaires au moment de voter, et qu'ils pensent tous de même. Ils constituent le seul parti au Canada où la pensée est homogène. Je ne puis que répondre qu'il n'y a pas de pensée quand tout le monde est du même avis.

En ce qui concerne les dispositions du Code du genre de celles que nous discutons présentement, le parti libéral est assurément le seul qui, indépendamment des croyances et convictions religieuses de ses membres, met tout le monde dans le même sac, déclarant que tous s'inspirent des mêmes traditions et ont les mêmes croyances spirituelles. Cela dépasse ma compréhension. Je me suis souvent dit que j'aimerais être libéral pendant un court laps de temps pour savoir ce qui se passe dans ces réunions secrètes. Je verrais alors comment on les discipline.

**M. Mongrain:** Vous seriez étonné!

**M. Woolliams:** J'en suis sûr. Évidemment, le député a été exclu deux ou trois fois de ces réunions, il doit avoir une certaine expérience.

**M. Mongrain:** Monsieur l'Orateur, je me vois obligé de soulever la question de privilège. Le député est généralement très honnête envers la Chambre, mais je tiens à préciser que jamais au grand jamais je n'ai quitté le caucus du parti libéral.

**M. Woolliams:** Monsieur l'Orateur, je serais le dernier à vouloir insulter notre ami. Je me suis posé la question, parce qu'il a déjà été député indépendant. Il devrait alors être libéral au moment des réunions secrètes et indépendant à son retour au Parlement. Toutefois, j'accepte sa parole sur ce point.

Au moment du vote, monsieur l'Orateur, je demanderais aux députés de faire la différence entre les deux sortes de loteries. Premièrement, il y a celles qui sont exploitées aux fins de l'État et sous la direction et le contrôle de l'État. Puis, il y a celles qui sont exploitées par des institutions de bienfaisance ou pour des fins religieuses, sous le contrôle de l'État. Considérons par exemple les loteries organisées par d'autres pays, mais qui reçoivent l'appui des Canadiens, vu que notre loi n'est pas appliquée.

[Français]

**L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice):** Il y aura d'autres occasions.

**M. Gilbert Rondeau (Shefford):** Monsieur l'Orateur, je sais que le ministre a hâte de voir disparaître plusieurs des amendements qui ont été présentés.

[M. Woolliams.]

**L'hon. M. Turner:** Monsieur l'Orateur, je suis toujours prêt à écouter la voix d'or de l'honorable député.

**M. Rondeau:** Monsieur l'Orateur, je remercie le ministre de sa patience, car il lui en faudra encore beaucoup.

Toutefois, certains arguments ont déjà été présentés, et d'autres le seront bientôt. Il est absolument nécessaire que cela soit consigné au compte rendu officiel des débats de la Chambre.

J'ai en main ce que je pourrais qualifier de «Some portable facts», qui m'ont grandement intéressé et que je voudrais consigner au compte rendu officiel des débats de la Chambre. Ces faits nous permettront de mieux nous guider dans l'étude de ces amendements.

[Traduction]

Habituellement les machines à sous sont réglées de telle sorte que 40 à 80 p. 100 des pièces qui y sont introduites reviennent au propriétaire.

En Grande-Bretagne, après que le pays eut expérimenté les loteries, le Parlement les a déclarées illégales en 1828.

Le gouvernement français, après avoir autorisé les loteries publiques pendant cinq ans, au cours des années trente a renoncé à l'expérience. Trois et demi pour cent seulement des recettes brutes revenaient au Trésor.

Voilà des faits.

Le sénateur Wiley du Wisconsin, quand il a conseillé au nouvel État de l'Alaska de ne pas autoriser le jeu, a déclaré que chaque dollar prélevé de cette façon correspondait à une dépense supplémentaire de \$5 en frais supplémentaire: police, tribunaux, pénitenciers et assistance publique.

Le revenu total que les hôpitaux irlandais tirent des sweepstakes organisés dans le pays, si on compte toutes les sommes recueillies au Canada, aux États-Unis, en Grande-Bretagne et ailleurs, s'élève à environ 4 millions de dollars par an. Cela représente moins de 19 p. 100 du prix des billets authentiques. (Ce pourcentage se trouve encore réduit si l'on considère les sommes énormes qui sont consacrées à la contrefaçon des billets.)

—Les hôpitaux traitant les maladies aiguës exigent à eux seuls plus de 100 millions de dollars par an;

—L'entretien des hôpitaux coûte plus de 800 millions par an;

—La construction et la rénovation coûtent 100 millions par an.

«La dure vérité est que si le Canada organisait un sweepstake pareil à celui qui se tire en Irlande depuis 33 ans, cela financerait les hôpitaux canadiens pendant seulement 4 jours, à l'exclusion de toute nouvelle construction».

C'est ce qu'on lit dans le *Financial Post* du 12 octobre 1963.

Rien en pourrait être plus démoralisant pour les hôpitaux canadiens que de devoir recourir aux ressources douteuses d'une loterie, pour remplacer les fonds publics et la philanthropie éclairée.

En Grande-Bretagne, une commission royale d'enquête a déclaré à juste titre qu'aucun moyen de recueillir des fonds publics ne s'est révélé «aussi inconmode, pernicieux et improductif».